

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Le-president-venezuelien-annonce-son-plan-pour-sortir-de-la-crise-du-petrole>

# **Le président vénézuélien annonce son plan pour sortir de la crise du pétrole**

- Les Cousins - Venezuela -

Date de mise en ligne : vendredi 3 janvier 2003

---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---

**Par James Anderson**

Associated Press

Brasilia, le jeudi 2 janvier 2003

Le président vénézuélien Hugo Chavez a annoncé jeudi qu'il souhaitait impliquer les pays sud-américains et européens dans la résolution de la crise qui paralyse son pays et affecte le marché international du pétrole.

M. Chavez, qui doit faire face à une grève de l'industrie pétrolière vénézuélienne depuis un mois, a affirmé que ce « groupe de nations amies » impliquerait également l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et devrait jouer le rôle de médiateur entre son gouvernement et les groupes d'opposition qui souhaitent sa démission.

« Il n'y a pas d'autre solution pour sortir de la crise », a dit M. Chavez.

Les négociations dans le cadre de l'Organisation des États américains devaient reprendre jeudi après une courte pause pendant les vacances.

M. Chavez a déclaré être parvenu à l'idée de ce plan après des discussions avec des diplomates étrangers. « J'ai pensé que c'était une bonne idée et j'ai immédiatement commencé à passer des coups de téléphone, a-t-il affirmé, sans préciser quels pays il avait contacté.

Le président vénézuélien s'est exprimé au cours d'une conférence de presse au Brésil, où il se trouvait pour assister à l'investiture du nouveau président Luiz Inacio Lula da Silva. M. Chavez doit retourner à Caracas jeudi soir.

M. Chavez a également appelé à la création d'une compagnie pétrolière des pays d'Amérique latine, « Petro-America », qui devrait augmenter la coopération entre les pays exportateurs de pétrole.

« Ce serait une sorte d'OPEP latino-américaine », a-t-il expliqué, ajoutant que cette compagnie pourrait regrouper la compagnie vénézuélienne Petroleos de Venezuela (PDVSA), la Brésilienne Petrobras, la Colombienne Ecopetrol, l'Équatorienne PetroEcuador, et PetroTrinidad, de Trinité-et-Tobago.

M. Chavez a par ailleurs demandé au président brésilien de lui « prêter » des experts techniques de la compagnie Petrobras pour remplacer certains des 30 000 employés de PDVSA en grève.

Le Venezuela est potentiellement le cinquième exportateur mondial de pétrole et un fournisseur essentiel des États-Unis.

Le président a affirmé que le Venezuela produit aujourd'hui 800 000 barils de pétrole par jour, soit quatre fois plus qu'au plus fort de la crise. « Nous allons retrouver notre capacité de trois millions de barils » dans un délai de 30 à 45 jours a assuré le président.

Cependant à Caracas, la Coordination démocratique - une coalition des groupes d'opposition - a affirmé que la production de pétrole était aujourd'hui de 190 000 barils par jour et que la production de gaz naturel était tombé de 80%.

## Le président vénézuélien annonce son plan pour sortir de la crise du pétrole

---

Des analystes indépendants n'ont pas constaté non plus de réel relèvement de la production. « Nous n'avons pas de preuve que la production augmente », a affirmé John Lichtblau, président de la Fondation de recherche sur l'industrie du pétrole à New York. « La crise continue et il n'y a pas de signe d'amélioration ».

La grève lancée le 2 décembre a paralysé l'industrie pétrolière qui représente 30% du PIB du pays et a fait grimper le prix du baril au-dessus des 30 dollars.

L'opposition vénézuélienne a en outre appelé jeudi à un boycott des impôts pour contraindre M. Chavez à appeler à un référendum. Le gouvernement a prévenu que les mauvais payeurs encourraient de six mois à sept ans de prison.

Les organisateurs de la grève espèrent que la récession, la perte des revenus du pétrole et la grève des impôts étrangleront l'administration de M. Chavez, qui a déjà dû revoir à la baisse son budget pour 2003.

M. Chavez a juré qu'il ne démissionnerait pas, rappelant que la constitution vénézuélienne ne permet un référendum sur la question qu'une fois la moitié du mandat présidentiel de six ans accomplie. Cette échéance interviendra en août 2003.

*Post-scriptum :*

[http://www.cyberpresse.ca/reseau/monde/0301/mon\\_103010176264.html](http://www.cyberpresse.ca/reseau/monde/0301/mon_103010176264.html)" class='spip\_url spip\_out'>Cyberpresse-><http://www.cybe...>